



*Réouverture des écoles et établissements
scolaires
le 11 mai :
pour la CGT Éduc'Action c'est non !*

L'INSERM l'a dit : « le déconfinement doit être progressif tout en continuant à maintenir les écoles fermées », et cela, afin d'éviter "une deuxième vague épidémique ».

Le président du Conseil de l'Ordre des médecins l'a dit : « Déconfiner le milieu scolaire reviendrait à remettre le virus en circulation ».

Le président du Conseil scientifique l'a dit : les contaminations resteront nombreuses fin mai, et le déconfinement n'est possible que si l'on dispose de suffisamment de tests.

La CGT Éduc'action est très dubitative face à cette annonce de réouverture qui semble encore peu concrète et très éloignée des capacités de l'État à tout faire pour assurer cette reprise dans des conditions sanitaires raisonnables. Sous couvert d'égalité et avec la volonté de faire « retrouver le chemin de l'École » aux enfants des milieux les plus défavorisés, le président de la République souhaite surtout et avant tout relancer l'économie en « libérant » les parents de leurs enfants afin qu'ils-elles retournent travailler comme le souhaite le patronat.

Le président semble s'inquiéter de ces élèves décrocheurs. Pourtant, les nombreuses suppressions de postes, de classes et d'écoles encore cette année, soulignent l'intérêt porté par notre gouvernement à ces inégalités. Quant à l'annonce de la rentrée sur la base du volontariat, cela va encore aggraver les inégalités entre les familles, et donc entre les élèves.

La CGT Éduc'action condamne cette vision de l'École comme simple lieu de garderie. Il faut rappeler que les enfants de maternelle, primaire, collège et lycées se touchent, même en demi-groupes, se soufflent dans le visage et qu'ils se bousculent dans des couloirs même quand ils sont grands. De l'école au lycée, le savon est rare, les lavabos peu nombreux. Quant aux toilettes, elles sont difficilement désinfectées toutes les trois heures. Sans parler des queues à la cantine que l'on peinera à réduire à moins de faire passer les élèves 10 par 10 jusqu'à l'heure du goûter !

Quid de la mise en danger des personnels, des enfants et jeunes et de leurs familles, tout cela pour satisfaire aux demandes du MEDEF et des actionnaires!

Les tests et les masques baptisés « grand public » par le président de la république n'existent pas sauf dans les discours officiels. La CGT Educ'action exige des réponses avant d'envisager une reprise dans des conditions de sécurité sanitaire satisfaisantes, par exemple sur : les tests (du virus et de l'immunité) généralisés pour élèves et adultes, des effectifs permettant de maintenir partout plus d'un mètre de distance entre chacun-e (en classe, dans la cour, les transports...), du choix des élèves qui vont constituer ces petits groupes, des masques renouvelés toutes les 4h, du savon et du gel, des sanitaires désinfectés.

C'est à nouveau aux mairies, aux départements et aux régions de financer, encore, et porter la lourde responsabilité de la mise en place des mesures de mise en sécurité. L'État se décharge une nouvelle fois.

*Si des réponses claires et concrètes ne succèdent pas aux annonces multiples et stériles, la CGT Educ'action **dira NON** et s'opposera à toute reprise prématurée et nous considérerons que les personnels sont fondés à appliquer leur droit de retrait.*

Syndicat Départemental de l'Éducation Nationale de l' Ardèche
Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture
25 av. de la Gare 07004 PRIVAS
Tel. 04 75 66 76 66 - 06 25 64 55 41 -
Courrier électronique : 07@cgteduc.fr